

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Un changement vers un commerce à modèle horizontal



Des voitures prêtes à l'exportation

(Crédit photo : Toyota Motor Corporation)

Introduction

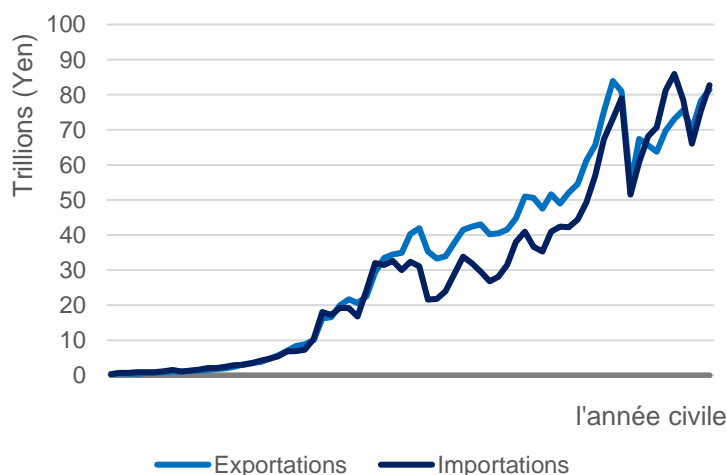
La progression rapide de la mondialisation économique continue de développer et d'intensifier les relations du Japon avec les pays d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Europe, en matière de commerce et d'investissement. La prospérité économique du Japon, basée sur les échanges commerciaux dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle, a été rendue possible par la libéralisation multilatérale des échanges commerciaux, qui est due, en grande partie, aux travaux sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cependant, depuis la fin des années 90, les négociations

de l'OMC ont piétiné, en partie, à cause de la diversité des problèmes abordés et des différents conflits d'intérêt qui opposent les membres, de plus en plus nombreux, de l'OMC. En l'absence d'accords globaux à l'OMC, la tendance ces dernières années est à la négociation d'Accords de libre-échange (ALE), qui ne s'appliquent qu'aux pays signataires. Dans le même temps, l'Accord de partenariat Trans-Pacifique (TPP), duquel le Japon a pu joindre les négociations à partir de 2013, est parvenu à un large accord. L'accord de partenariat transpacifique (TPP), qui comptait initialement 12 pays membres, est devenu l'accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP ou TP11) signé en mars 2018 au Chili. Excluant Les États-Unis après l'annonce de leur retrait de L'accord en janvier 2017.

Le commerce

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, l'état de désolation qui régnait au Japon entraîna un déficit du commerce extérieur structurel ainsi qu'une pénurie chronique de devises étrangères. Cependant, en 1952, le Japon rejoignit le Fonds Monétaire International (FMI), puis le GATT trois ans plus tard. Entre la fin des années 50 et celle des années 60, l'introduction de technologies de pointe et la mise en place d'une structure industrielle de grande envergure ont considérablement augmenté la part des exportations du pays. Durant cette période, le commerce du Japon suivait le modèle vertical de l'usine de transformation, important des matières premières qu'il transformait en produits finis pour les exporter. En 1964, le Japon se mit en conformité avec l'article 8 de la charte du FMI qui prescrivait l'élimination de toute restriction en matière de devises étrangères. Cela stimula la modernisation et la croissance rapide. La balance commerciale du Japon devint excédentaire au début de la seconde moitié des années 1960, bien qu'elle ait été déficitaire temporairement au moment des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Dans les années 80, le commerce japonais se transforma lui-même rapidement, en suivant un modèle horizontal caractérisé à la fois par l'importation et l'exportation de produits finis.

Evolutions des importations/exportations (1950-2018)



Source : Statistiques du Commerce du Japon publiées par le Ministère des Finances

Depuis les années 90, la part du commerce mondial représentée par les importations et les exportations des pays de l'est asiatique a considérablement augmenté, et par conséquent la dépendance commerciale du Japon à l'égard des pays de l'est asiatique, en particulier de la Chine, s'est aussi accrue.

Depuis le début du 21ème siècle, les exportations comme les importations avaient évolué favorablement en raison de la surchauffe de l'économie aux Etats-Unis ainsi que de la vitalité de l'économie chinoise. Toutefois, la récession économique mondiale survenue en raison du choc Lehman à l'automne 2008 a provoqué une perte de vitesse des exportations du Japon. En outre, le prix du pétrole et d'autres produits issus de l'importation n'a cessé d'augmenter, provoquant le premier déficit enregistré par le Japon depuis 28 ans. Ce déficit s'est également accru à la suite de réductions de la production et de baisses de l'exportation de biens matériels, distribués à l'intérieur même des frontières japonaises, combinés avec l'importation de matériaux nécessaires à la reconstruction des dommages importants causés par le grand séisme de l'Est du Japon en 2011.

Exportations

À partir de la fin des années 1950, les exportations japonaises des produits de l'industrie lourde se sont faites au détriment des produits des industries textiles et légères. Dans les années 1970, les exportations de matières premières à usage industriel, telles que les produits chimiques et le fer, diminuèrent, et l'exportation d'équipements et de composants électroniques s'envolèrent car la priorité été donnée aux produits à haute valeur ajoutée.

À partir des années 1980 jusqu'au début des années 1990, les exportations de produits à fort coefficient technologique — ordinateurs, semi-conducteurs, électronique de consommation, machines-outils, télécopieurs, automobiles et autres équipements de transport — ont progressé rapidement. Le taux de croissance des exportations a sensiblement diminué dans le milieu des années 90, en partie en raison de l'implantation d'unités de production à l'étranger par les entreprises japonaises. Les frictions commerciales ont poussé les

fabricants de voitures et d'autres entreprises à construire des usines aux États-Unis et en Europe ; et, pour maintenir des prix compétitifs malgré la hausse du yen, beaucoup d'entreprises ont transféré la fabrication des pièces détachées et des produits techniquement moins complexes et à forte intensité de main d'œuvre, en Chine et dans d'autres pays d'Asie. La fabrication japonaise en Chine a considérablement stimulé les exportations de biens d'équipement, de composants et de pièces détachées vers ce pays. Depuis 2010, l'exportation d'infrastructures vers les pays émergents, considérée comme un élément clé de la stratégie de croissance par le gouvernement, s'est stabilisée.

Importations

Juste après la guerre, les premiers articles importés étaient des fibres brutes qui étaient transformées en produits textiles. Dans les années 60 et 70, à la suite de la transformation de l'industrie lourde, l'essentiel des importations comprenait des hydrocarbures et des métaux. À la suite des deux chocs pétroliers des années 1970, les prix du pétrole brut montèrent en flèche, et en 1980 les combustibles minéraux représentaient approximativement 50% du total des importations. Ces dernières années, la part des combustibles minéraux dans les importations a varié entre 15% et 20%, en partie en raison des fluctuations du prix du pétrole brut.

La part des produits manufacturés dans l'ensemble des importations a augmenté, passant de 20% dans les années 70 à 50% dans les années 80, et à 60% dans les années 90, ratio comparable à celui des économies avancées des pays occidentaux. L'augmentation des importations de produits manufacturés s'explique en grande partie par l'important volume des importations en provenance des unités de production implantées par les entreprises japonaises à l'étranger depuis les années 80, principalement en Chine et dans le reste de l'Asie.

En particulier, le commerce avec la Chine a augmenté à partir de la fin des années 1990. Les entreprises japonaises ont accéléré leurs activités en Chine après la croissance#

de la consommation domestique chinoise et l'entrée de ce pays à l'OMC en 2001, et le commerce entre les deux pays continue à progresser.

Les importations d'ordinateurs et d'autres produits informatiques sont en augmentation, et pour certains produits électroniques de consommation, tels que les télévisions, les ventes au Japon de produits importés dépassent celles des produits fabriqués au Japon.

Frictions commerciales

Bien que le Japon importe un fort pourcentage de son fuel, de ses denrées alimentaires et des matières premières transformées par ses industries, ses exportations prennent souvent la forme de produits à forte valeur ajoutée. De plus, les produits japonais ont gagné de larges parts de marché dans les pays avec lesquels le Japon commerce. Cela a parfois conduit à des frictions commerciales, problème récurrent depuis le milieu des années 1950.

Jusqu'au début des années 80, ces frictions concernaient essentiellement les tentatives visant à contrôler la hausse des exportations japonaises, et à prévenir le « dumping » (vente de produits à l'étranger à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans le pays d'origine). En réponse aux mécontentements des États-Unis, le Japon restreignit volontairement ses exportations vers les États-Unis de biens en coton (1957), d'acier (1969), de laine et de fibres synthétiques (1972), de téléviseurs couleur (1977) et d'automobiles (1981). Le Japon a aussi décidé de restreindre ses exportations d'acier vers l'Europe en 1972.

D'autre part, depuis le début des années 80, les frictions commerciales, particulièrement avec les États-Unis, sont le plus souvent dues aux tentatives d'augmenter les exportations vers le Japon en donnant aux compagnies étrangères un meilleur accès au marché japonais et en éliminant les « barrières non tarifaires ». Cherchant à ouvrir son marché, le gouvernement japonais a pris toute une série de mesures politiques : diminutions unilatérales des tarifs douaniers,



suppression des restrictions à l'importation, réforme du système de certification standard, et campagnes pour promouvoir les importations. La libéralisation des importations agricoles, question politique très sensible, a conduit à la suppression des restrictions sur le bœuf, les agrumes et beaucoup d'autres produits alimentaires.

Mécontents du rythme de mesures pris pour l'ouverture du marché dans la première moitié des années 90, les États-Unis réclamèrent un quota déterminé sur le marché japonais pour des produits comme les semi-conducteurs, les automobiles et les pièces détachées pour automobiles. Cela a donné lieu à des controverses sur des objectifs quantifiés, que le Japon réfutait avec véhémence. Depuis le milieu des années 90, les « arènes » internationales, telle l'OMC où de nombreux pays sont impliqués dans les négociations, sont devenues progressivement les lieux où l'on s'efforce de résoudre les conflits commerciaux.

Les différends concernant l'économie et le commerce entre le Japon et les États-Unis continuent à être étudiés dans certains cadres tel que celui de l'Initiative pour l'Harmonisation économique entre le Japon et les États-Unis. L'accord de libre-échange entre le Japon et les États-Unis a été signé le 7 octobre 2019 à Washington, D.C., il est entré en vigueur le 1er janvier 2020. Cet accord vise à éliminer ou réduire les tarifs concernant le domaine de l'agriculture et les produits manufacturés. Il stipule que le Japon doit éliminer ou réduire les tarifs sur les produits d'agriculture et les aliments transformés comme le porc d'entre autres. Au même temps, les États-Unis sont engagés pour éliminer ou réduire les tarifs sur les produits manufacturés.

Le déficit du commerce des Etats-Unis par rapport au Japon a atteint un sommet avec 70,8% du déficit commercial total des Etats-Unis en 1981, et a progressivement décliné à partir de 1992, diminuant jusqu'à 10,5% en 2007. Avec des facteurs tels que la réduction du déficit commercial avec les Etats-Unis, le renforcement des relations en matière d'investissements et l'amélioration du système de résolution des différends de l'OMC les frictions dans les relations économiques entre le Japon et les Etats-Unis ont été remplacées par les relations

harmonieuses d'un dialogue constructif. Cependant, après le grand séisme de l'Est du Japon en 2011, le pays a connu un déficit commercial qui a atteint un plafond de 12,8160 billions de yens en 2014, bien que ce déficit soit retombé depuis lors.

Investissements

Dès la fin de la guerre, les milieux d'affaires japonais se mobilisèrent pour exporter leurs produits à l'étranger. Dans les années 80, les investissements directs à l'étranger commencèrent à progresser. Parmi les raisons expliquant cette augmentation, citons : les unités de production à l'étranger en réaction aux frictions commerciales, comme dans le cas de l'industrie automobile américaine et européenne, les unités de production à l'étranger pour faire face à l'appréciation du yen, particulièrement celles des constructeurs de produits électriques et électroniques qui se tournèrent vers le sud-est asiatique et la Chine, en quête de qualité et de faibles coûts de main-d'œuvre, l'installation d'usines dans des pays comme la Chine afin de développer les marchés à fort potentiel. Dans les années 80, la majeure partie des investissements directs du Japon à l'étranger eut lieu aux États-Unis et en Europe. Dans les années 90, la part des investissements effectués en Asie augmenta. Selon les tendances de la balance internationale des paiements annoncées par le ministère des Finances et la Banque du Japon, les investissements à l'étranger étaient de 13,23 billions de yens en 2008, soit jusqu'à 52% de l'année fiscale précédente et le plus gros chiffre jamais enregistré. À la fin de 2008, ce chiffre a connu une diminution temporaire due à la crise mondiale du marché financier, mais il est à nouveau en hausse depuis 2011. Des mesures visant à encourager les investissements dans les transports, les machines, les outils et d'autres secteurs de l'industrie manufacturière en ont été largement responsables.

Bien que les milieux d'affaires japonais aient mis un certain temps pour transformer leurs entreprises en multinationales, en comparaison des Etats-Unis, le mouvement de globalisation se poursuit.

Balance des paiements

Le paramètre le plus fréquemment utilisé pour calculer la valeur de la balance des paiements est la balance des marchandises, qui est la différence entre les exportations et les importations d'un pays. Depuis le milieu des années 60, la balance des marchandises du Japon a constamment fait apparaître un excédent qui s'est rapidement gonflé dans les années 80. Cet excédent atteignit un nouveau record de 12,39 billions de yens en 1994, avant que l'augmentation des importations, et d'autres facteurs, ne le fassent redescendre pour atteindre 6,74 billions de yens en 1996. Par la suite, la stagnation de l'économie japonaise conduisit à un effondrement des importations qui, combiné à un dollar fort aux États-Unis, produisit un excédent de l'ordre de 16,08 billions de yens en 1998. L'excédent a fluctué depuis lors, mais il a connu un ralentissement en 2011 dû au grand séisme de l'Est du Japon.

En 1996, le Japon révisa la méthode utilisée pour calculer sa balance internationale des paiements, et commença à produire des statistiques officielles uniquement en yens plutôt que dans les deux monnaies : le yen et le dollar américain. Le changement se traduisit par la combinaison des marchandises et des services qui donna naissance à la balance des biens et services, et par l'élimination de la différence qui existait jusqu'alors entre la balance des capitaux à court terme et la balance des capitaux à long terme. Ces changements traduisent l'importance croissante des services et des mouvements de capitaux à l'international.

Concernant la balance des comptes courants, le Japon a souffert d'un déficit chronique de sa balance des transactions courantes et de sa balance des services. Les raisons du déficit dans le domaine des services s'expliquent par les bilans déficitaires du Japon concernant les coûts de

transport, les droits de permis et le tourisme (environ 16,2 millions de touristes japonais sont partis à l'étranger en 2015). En 2003, le déficit du Japon, en matière de services, a baissé considérablement, en raison, d'une part, de la diminution sérieuse du nombre des voyages à l'étranger due au SRAS, et, d'autre part, de la hausse des revenus perçus au titre des royalties sur les brevets détenus par les constructeurs automobile et d'autres entreprises japonaises à l'étranger. La balance des comptes courants a également été affectée par la crise économique mondiale qui est apparue à l'automne 2008. En outre, depuis le grand séisme de l'Est du Japon en 2011, le déficit commercial a connu une croissance due à la hausse de l'importation de pétrole, principalement utilisé dans les centrales thermiques. Cependant, en 2015, la balance internationale des comptes courants s'est retrouvée dans le rouge à la suite de la croissance de la consommation des visiteurs étrangers au Japon. Le déficit de la balance commerciale a également connu une baisse importante due à la chute des prix du pétrole.